

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine



L'Union

Plan Local d'Urbanisme

- Approuvé le 10 juillet 2006
- Modifié le 27 juin 2008
- Modifié le 29 septembre 2011
- Mise en compatibilité approuvée le 05/12/2013
- 1^{ère} Révision simplifiée du PLU approuvée par DCC du 19/12/2013
- 3^{ème} Modification approuvée par DCM du 17/12/2015

Mise à jour du PLU par arrêté du 22/12/2015

5 – Annexes

5o – Périmètres fixés par convention de projet urbain partenarial (PUP)



Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

Délibération n°DEL-15-616

Commune de l'Union : approbation d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) avec les sociétés NEXITY Immobilier Résidentiel Midi-Pyrénées et ADN Patrimoine - Secteur de La Violette

L'an deux mille quinze le mardi dix novembre à neuf heures, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	134
Présents :	98
Procurations :	30
Date de convocation :	04 novembre 2015

Présents

Aussonne	Mme Lysiane MAUREL, M. Francis SANCHEZ
Balma	Mme Sophie LAMANT, M. Laurent MERIC
Beaupuy	M. Maurice GRENIER
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Monique COMBES, M. Bernard KELLER
Brax	M. François LEPINEUX
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Michel ALVINERIE, M. Patrick JIMENA, M. Damien LABORDE, M. Guy LAURENT, Mme Elisabeth MAALEM, Mme Josiane MOURGUE, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET
Cornébarrieu	Mme Dominique BOISSON, M. Daniel DEL COL
Cugnaux	M. Michel AUJOULAT, M. Philippe GUERIN, Mme Pascale LABORDE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Gagnac	M. Michel SIMON
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Aline FOLTRAN, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Bernard SANCE
L'Union	Mme Nadine MAURIN, M. Marc PERE
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Pibrac	Mme Anne BORRIELLO, M. Bruno COSTES
Quint-Fonsegrives	M. Bernard SOLERA
Saint-Alban	M. Raymond-Roger STRAMARE
Saint-Jean	Mme Marie-Dominique VEZIAN
Saint-Orens	M. Marc DEL BORRELLO
Seilh	M. Jean-Louis MIEGEVILLE
Toulouse	M. Christophe ALVES, Mme Laurence ARRIBAGE, M. Olivier ARSAC, Mme Sophia BELKACEM GONZALEZ DE CANALES, M. Franck BIASOTTO, Mme Catherine BLANC, Mme Michèle BLEUSE, M. Maxime BOYER, M. Frédéric BRASILES, M. François BRIANCON, M. Sacha BRIAND,

	Mme Marie-Pierre CHAUMETTE, M. François CHOLLET, M. Pierre COHEN, Mme Martine CROQUETTE, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Monique DURRIEU, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Marie-Jeanne FOUQUE, M. Francis GRASS, M. Samir HAJJE, Mme Isabelle HARDY, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, Mme Florie LACROIX, M. Jean-Luc LAGLEIZE, M. Jean-Michel LATTES, Mme Marthe MARTI, M. Antoine MAURICE, Mme Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Dorothée NAON, Mme Evelyn NGBANDA OTTO, M. Romuald PAGNUCCO, M. Jean-Louis REULAND, Mme Françoise RONCATO, M. Daniel ROUGE, M. Bertrand SERP, Mme Martine SUSSET, Mme Elisabeth TOUTUT-PICARD, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Gisèle VERNIOL, Mme Jacqueline WINNEPENINCKX-KIESER, M. Aviv ZONABEND
Tournefeuille	Mme Mireille ABBAL, M. Patrick BEISSEL, Mme Danielle BUYS, M. Claude RAYNAL, M. Jacques TOMASI
Villeneuve-Tolosane	Mme Martine BERGES, M. Dominique COQUART

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Brigitte CALVET	Dominique COQUART
M. Gérard ANDRE	Aline FOLTRAN
M. Vincent TERRAIL-NOVES	Francis GRASS
M. Bernard LOUMAGNE	Jean-Louis MIEGEVILLE
Mme Danielle PEREZ	Josiane MOURGUE
M. Arnaud SIMION	Karine TRAVAIL-MICHELET
M. Gilles BROQUERE	Bertrand SERP
M. Robert GRIMAUD	Michel ROUGE
M. Edmond DESCLAUX	Joseph CARLES
Mme Véronique DOITTAU	Raymond-Roger STRAMARE
M. Jacques SEBI	Mireille ABBAL
M. Michel FRANCES	Marie-Dominique VEZIAN
M. Thierry FOURCASSIER	Emilion ESNAULT
Mme Dominique FAURE	Philippe PLANTADE
M. Jean-Jacques BOLZAN	Ghislaine DELMOND
Mme Charlotte BOUDARD	Dorothée NAON
M. Joël CARREIRAS	Pierre COHEN
Mme Hélène COSTES-DANDURAND	Marthe MARTI
Mme Vincentella DE COMARMOND	Gisèle VERNIOL
Mme Marie DEQUE	Pierre ESPLUGAS-LABATUT
Mme Christine ESCOULAN	Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD
Mme Julie ESCUDIER	Marc DEL BORRELLO
M. Régis GODEC	Michèle BLEUSE
M. Djillali LAHIANI	Daniel ROUGE
Mme Annette LAIGNEAU	Sacha BRIAND
M. Laurent LESGOURGUES	Damien LABORDE
Mme Brigitte MICOULEAU	Samir HAJJE
Mme Sylvie ROUILLON VALDIGUIE	François CHOLLET
Mme Claude TOUCHEFEU	Isabelle HARDY
M. Daniel FOURMY	Pierre LACAZE

Conseillers excusés

Aucamville	Mme Roseline ARMENGAUD
Flourens	Mme Corinne VIGNON ESTEBAN
L'Union	Mme Nathalie SIMON-LABRIC
Pin-Balma	M. Jacques DIFFIS
Toulouse	Mme Cécile RAMOS, M. Jean-Jacques ROUCH

Délibération n° DEL-15-616**Commune de l'Union : approbation d'une convention de projet urbain partenarial (PUP) avec les sociétés NEXITY Immobilier Résidentiel Midi-Pyrénées et ADN Patrimoine - Secteur de La Violette****Exposé**

Le projet urbain partenarial (PUP), créé par l'article 43 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009, est un régime de participation au financement des équipements publics. Il est transcrit aux articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme.

Ce dispositif partenarial est un outil financier qui permet, en dehors d'une ZAC, de mettre à la charge des propriétaires aménageurs le coût des équipements publics rendus nécessaires par l'opération de construction ou d'aménagement qu'ils souhaitent engager.

Dans le cas présent, les sociétés NEXITY et ADN Patrimoine souhaitent conclure une convention de projet urbain partenarial avec Toulouse Métropole afin de rendre possible la construction d'un ensemble de 405 logements.

Les terrains devant servir d'assiette à cette opération de construction se trouvent chemin de la Violette à L'Union ; ils sont situés en zone AUa du PLU de Toulouse Métropole – Commune de l'Union et représentent une superficie totale de 63 228 m².

Toulouse Métropole constate que les ouvrages actuels de desserte dans le secteur concerné ne répondent pas aux besoins de l'opération telle que prévue par le constructeur. L'implantation de cette future opération nécessite la réalisation et le renforcement des équipements publics existants ainsi que la réalisation de nouveaux ouvrages.

La convention de PUP, objet de la présente délibération, porte sur la réalisation de deux carrefours sur le chemin de la Violette (RD) permettant l'accès à l'opération, l'extension des réseaux d'eaux usées externes à l'opération, la réalisation des réseaux internes à l'opération, ainsi que la réalisation de la voirie principale, d'une place et d'aménagement paysager en cœur de quartier, cheminement modes doux le long des berges de l'Hers.

Le coût total prévisionnel des travaux est fixé à 5 407 911 € TTC, avec une prise en charge du constructeur à hauteur de 3 246 364 € comprenant un taux de participation élevé sur les équipements directement concernés par le projet et l'apport de 100 % du foncier. D'ici 2020, le montant des travaux à réaliser s'élève à 4 330 000 € dont 3 960 000 € financés sur l'enveloppe dédiée au PUP et 370 000 € sur l'enveloppe locale de voirie ou par fond de concours de la commune.

Les équipements concernés seront réalisés par Toulouse Métropole agissant en qualité de maître d'ouvrage.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement et Politique foncière du 9 octobre 2015,

Vu les dispositions des articles L. 332-11-3, L. 332-11-4 et L.332-15 du Code de l'Urbanisme,

Vu les dispositions de l'article 43 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

Vu le projet de convention de projet urbain partenarial ci-annexé,

Vu le périmètre du PUP pour l'aménagement ci-annexé,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

D'approuver le périmètre de convention du projet urbain partenarial, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2

D'approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial tel qu'annexée à la présente, et notamment sa durée de 8 ans à compter de sa signature.

Article 4

D'appliquer une exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement majorée dans le périmètre de la convention pendant une période de 8 ans conformément à l'article L.332-11-4 du code de l'urbanisme. Cette exonération interviendra à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention en Mairie de l'Union et au siège de Toulouse Métropole.

Article 5

D'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, avec le représentant des sociétés NEXITY Immobilier Résidentiel Midi-Pyrénées et ADN Patrimoine.

Article 6

De décider que toute modification éventuelle des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial devra faire l'objet d'avenants.

Article 7

D'autoriser Monsieur le Président à signer tous actes et pièces nécessaires à l'exécution de cette convention.

Résultat du vote :

Pour	128
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

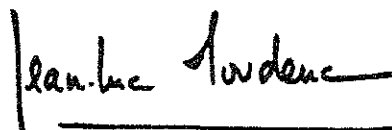
Publiée par affichage le

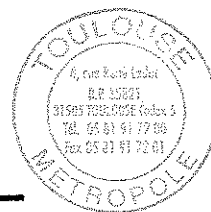
13 NOV. 2015

Reçue à la Préfecture le

17 NOV. 2015

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,





Jean-Luc MOUDENC

Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre

**Toulouse Métropole et
NEXITY Immobilier Résidentiel et ADN Patrimoine**

portant sur la réalisation de travaux

pour une opération située sur le secteur de la violette Sud à L'Union

(en application des articles L 332-11-3 et L 332-11-4 du code de l'urbanisme issus de l'article 43
de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion)

Sommaire :

CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL.....	3
Article 1 - Objet et nature de la convention.....	4
Article 2– Programme de constructions envisagées par le constructeur.....	4
Article 3 – Programme coût des équipements publics et quote-part constructeur.....	4
Article 4 – Délais de réalisation.....	5
Article 6 – Montant, nature de la participation et modalités de paiement.....	6
Article 7 – Durée de la convention.....	6
Article 8 - Périmètre d'application de la convention.....	6
Article 9 – Exonération de Taxe d'Aménagement (TA).....	6
Article 10 - Clauses résolutoires.....	7
Article 11 - Avenant.....	7
Article 13 – Dispositions au titre du fond de compensation de la TVA FCTVA.....	7
Article 14 – Publicité de la convention.....	8
Article 15 – Litiges	8

CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

En application des dispositions des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du code de l'urbanisme, la présente convention est conclue entre :

La société NEXITY Immobilier Résidentiel Midi-Pyrénées, dont le siège social est situé 19, rue de Vienne TSA 60030 75801 Paris cedex 08, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 305 164 881, elle-même représentée par son Président, la société NEXITY REGIONS VIII, dont le siège social est situé 19, rue de Vienne TSA 60030 75801 Paris cedex 08, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 751 526 799 R.C.S. Paris, prise en la personne de Monsieur Philippe Ribouet, agissant en qualité de gérant de ladite société,

La société ADN Patrimoine représentée par son gérant Monsieur Jean Macaud, dont le siège social est situé 9, boulevard Lazare Carnot à Toulouse, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 502 678 816 R.C.S. Toulouse,

Ci-après dénommé les « Constructeurs »

Et

Toulouse Métropole, représentée par Monsieur Jean-Luc Moudenc, Président, ou son représentant, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole du 10 novembre 2015 et dont le siège social est situé 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5.

Ci-après dénommée la « Collectivité »

Étant préalablement exposé que :

La présente convention de projet urbain partenarial a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation par Toulouse Métropole et la commune de L'Union est rendue nécessaire par une opération d'aménagement de 405 logements, dont l'adresse est chemin de la Violette, lieu-dit Las Graves, commune de l'Union.

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 - Objet et nature de la convention

En application de l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme, lorsqu'une ou plusieurs opérations d'aménagement ou de construction nécessitent la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article L. 332-15, le ou les propriétaires des terrains, le ou les aménageurs et le ou les constructeurs peuvent conclure avec la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

En application de l'article susvisé et compte tenu des besoins en équipements publics induits par le projet, Toulouse Métropole et la commune de L'Union s'engagent à réaliser les équipements publics nécessaires et d'en faire supporter le coût au constructeur.

Par la présente convention, le constructeur s'engage à participer au coût des équipements publics nécessités par son projet de construction.

La convention est passée sur le fondement de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme. Elle a notamment pour objet de déterminer le montant et les modalités de paiement de la participation au coût des équipements publics due par le constructeur.

Article 2– Programme de constructions envisagées par le constructeur

Les constructeurs souhaitent édifier ou faire édifier un programme de construction à usage d'habitation, de résidence seniors et de commerces consistant en 405 logements, dont la surface de plancher s'élève à 25 360 m².

Le terrain devant servir d'assiette à cette construction est situé à l'Union, section cadastrée AD 1-2-13p-14p-191-192-212-213-222p-224p, d'une contenance de 63 228 m².

Article 3 – Programme coût des équipements publics et quote-part constructeur

Les collectivités constatent que le futur projet de construction est situé sur une parcelle n'offrant :

- ni une desserte adaptée et sécurisée pour les véhicules et les piétons et notamment les personnes à mobilité réduite,
- ni les espaces publics adaptés pour les habitants futurs de la zone,
- ni les réseaux suffisants.

La participation des constructeurs au coût prévisionnel des équipements publics à réaliser, par groupes d'ouvrages, pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention, est fixée comme précisé dans le tableau joint en annexe.

Le coût total des dépenses de réalisation de ces équipements publics est fixé de manière prévisionnelle à 5 407 911 €TTC, selon la répartition précisée dans le tableau joint en annexe. Cette somme s'entend comme un maximum à optimiser, donc pouvant être revue par Toulouse Métropole à la baisse uniquement.

Les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Toulouse Métropole pour le recueil des eaux pluviales comprennent les besoins en rétention des voies réalisées sous maîtrise d'ouvrage des constructeurs et destinées à être rétrocédées dans le domaine public.

Après déduction de la FCTVA, la quote-part de la participation du constructeur est fixée à 3 246 364 €. La contribution financière sera perçue par Toulouse Métropole.

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement de l'avancée des études techniques et procédures pour leurs opérations respectives. Elles s'engagent à coopérer pour la mise au point des ajustements techniques qui pourraient survenir au fur et à mesure de la réalisation des études, procédures et travaux de leurs opérations respectives.

Les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L 332-15 du code de l'urbanisme ne sont pas inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.

Article 4 – Délais de réalisation

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement des avancées ou retards du calendrier de leurs opérations respectives vis-à-vis de la date prévisionnelle.

Article 5 – Maîtrise d'ouvrage et délai de réalisation des équipements publics

Toulouse Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux à réaliser et s'engage à achever la réalisation des équipements dans le délai de validité de la présente convention.

Pour les équipements conditionnant l'achèvement des macro lots par les constructeurs NEXITY Immobilier Résidentiel et ADN Patrimoine, Toulouse Métropole s'engage à réaliser les travaux selon l'échéancier communiqué par les constructeurs, détaillé de la manière suivante :

- Achèvement des macro lots 6-7 : novembre 2018
- Achèvement du macro lot 2 : novembre 2018
- Achèvement des macro lot 5-8 : juin 2018
- Achèvement du macro lot 1 : décembre 2018
- Achèvement des macro lot 3-4 : décembre 2018

La collectivité, consciente des enjeux du respect des délais de livraison des logements, préviendra 6 mois avant les constructeurs de tout décalage de planning d'intervention des équipements conditionnant l'achèvement des macro lots.

De même, les constructeurs préviendront la collectivité sous ce même délai de tout décalage de leur planning de réalisation.

Si les équipements publics définis à l'article 3 n'ont pas été achevés dans les délais prescrits par la présente convention, les deux parties s'engagent à rechercher ensemble la mise au point d'un avenant à la présente convention; celui-ci aura pour but de permettre l'achèvement et la réalisation effective des équipements publics définis à l'article 3.

Si un accord ne pouvait être trouvé, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés seront restituées au constructeur au prorata de sa participation, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

Article 6 – Montant, nature de la participation et modalités de paiement

La contribution financière mise à la charge des constructeurs s'élève à 3 246 364 €.

Elle s'effectuera en 4 fois sur la base de l'échelonnement suivant :

- un paiement de 25 %, un mois après la déclaration d'ouverture de chantier,
- un paiement de 25 %, 12 mois après la déclaration d'ouverture de chantier,
- un paiement de 25 %, 24 mois après la déclaration d'ouverture de chantier,
- un paiement de 25 %, 36 mois après la déclaration d'ouverture ou à l'achèvement du chantier si celui-ci est antérieur.

Le versement sera précédé d'un titre de recettes émis par Toulouse Métropole et adressé à chaque constructeur en fonction de la quote-part de sa contribution. Le paiement devra intervenir dans un délai de 60 jours suivant la notification du titre de recettes.

Passées leurs dates d'échéance, toutes sommes dues par le constructeur au titre de la présente convention de participation, porteront intérêt au taux de l'intérêt légal majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

NEXITY Immobilier Résidentiel Midi-Pyrénées et ADN Patrimoine seront chacun tenus au paiement de leur seule part respective dans ladite contribution financière, sans aucune solidarité entre elles.

Article 7 – Durée de la convention

La durée de la présente convention est fixée à 8 ans à compter de sa signature.

Cette durée pourra éventuellement en cas de besoin être prorogée par avenant.

Article 8 - Périmètre d'application de la convention

Le périmètre d'application de la présente convention est délimité par le plan (base du plan masse) joint en annexe à la présente convention.

Article 9 – Exonération de Taxe d'Aménagement (TA) et de Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement est de 8 ans à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention :

- en mairie de L'Union,
- au siège de Toulouse Métropole.

Et intégration au recueil des actes administratifs en vigueur.

L'exonération de la PFAC porte sur l'ensemble des bâtiments inclus dans le périmètre de la présente convention.

La collectivité enverra aux constructeurs le constat d'affichage aussi bien en mairie qu'à Toulouse Métropole.

Article 10 - Clauses résolutoires

La présente convention de participation sera résolue de plein droit en cas de non obtention des différentes autorisations administratives (permis de construire, autorisation loi sur l'eau...) nécessaires à la réalisation du projet décrit à l'article 2 et purgées de tout recours de tiers, opposition, annulation, déferé préfectoral ou retrait et n'ayant pas fait l'objet d'une mesure de sursis à exécution.

Concernant les conséquences d'une renonciation par le constructeur :

Si les constructeurs renoncent par péremption des autorisations, par retrait à la demande du pétitionnaire de celles-ci ou toute autre manifestation, à son projet, les sommes exigibles au titre de l'article 6, correspondant aux travaux publics engagés, ne pourront faire l'objet d'une demande de reversement et seront définitivement acquises à la collectivité.

Article 11 - Avenant

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la présente convention de projet urbain partenarial devront faire l'objet d'avenants.

Article 12 – Substitution

Chacun des constructeurs aura la faculté de se substituer dans le bénéfice de la présente convention, toutes personnes morales de son groupe.

En cas de substitution, le constructeur demeurera garant personnel et solidaire de l'exécution du contrat par le substitué et notamment des paiements des participations restant dues en application de la présente convention.

Article 13 – Dispositions au titre du fond de compensation de la TVA FCTVA

Selon l'article 256 B modifié du Code Général des Impôts, les personnes morales de droit public ne sont pas assujetties à la TVA. En conséquence, les recettes perçues par les collectivités dans le cadre de leurs activités hors du champ de la taxe ne sont pas imposables à la TVA. Ces dispositions s'appliquent à la participation demandée dans le cadre de la présente convention.

En appui de l'article L.1615 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette TVA non récupérée fait l'objet d'une compensation de l'État aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, le FCTVA, établi sur la base d'un taux forfaitaire de 16,404 % appliqué aux dépenses éligibles à ce titre.

Comme indiqué à l'article 3, ce FCTVA vient en déduction du montant de la participation des constructeurs.

Article 14 – Publicité de la convention

La présente convention est exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature au siège de la Collectivité et en mairie de L'Union.

Article 15 – Litiges

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du Tribunal Administratif de Toulouse.

Fait à Toulouse, le
(en cinq exemplaires originaux)

Pour les constructeurs,
NEXITY Immobilier
Résidentiel Midi-Pyrénées

ADN Patrimoine

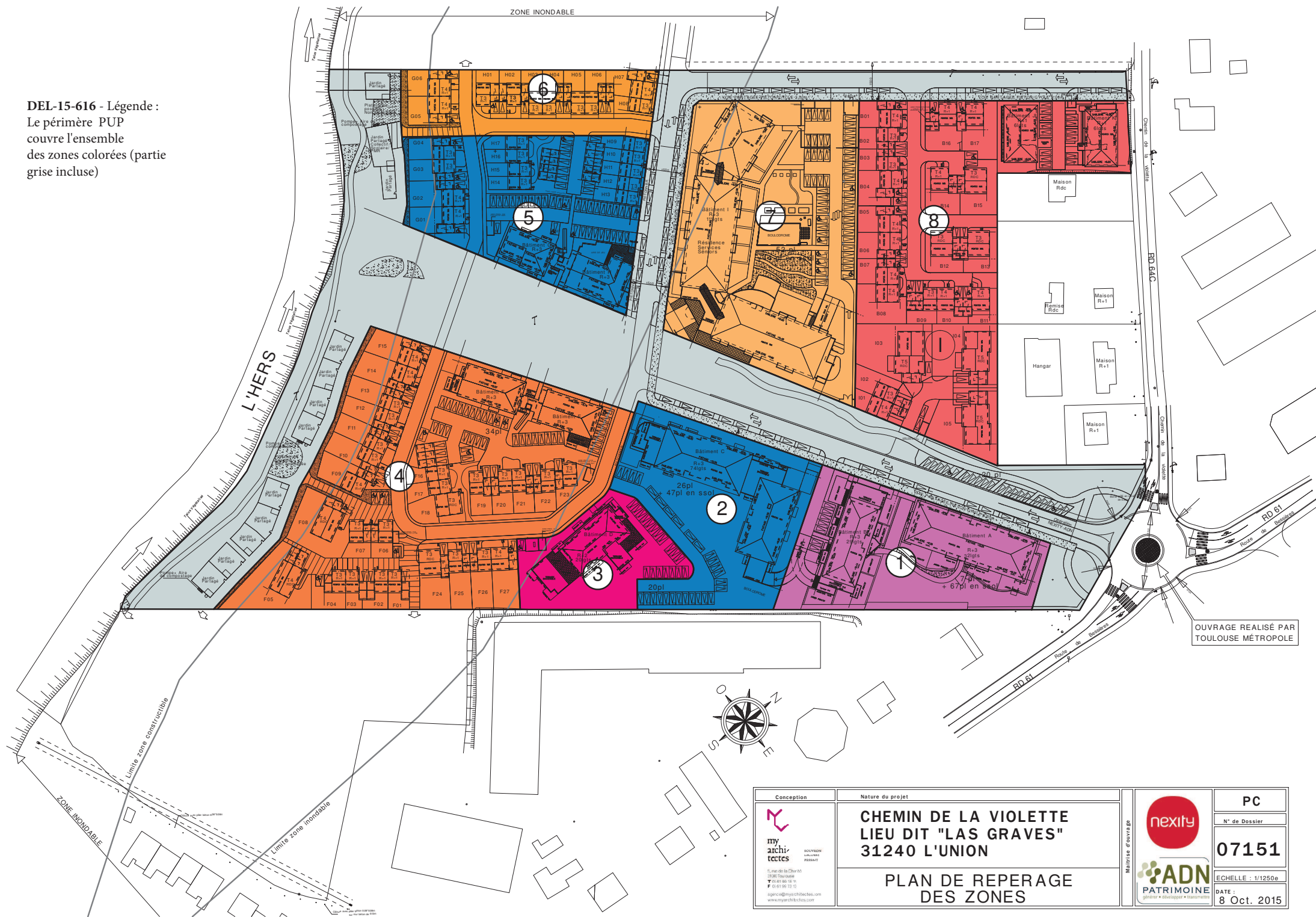
Pour Toulouse Métropole,
Le Président ou son représentant,

Liste des Annexes :

- Annexe 1 : Plan de situation valant périmètre de la convention

Postes de travaux		Montants total des travaux (€)	Montants à la charge d'ADN Patrimoine/Nexity IR MP		Montants préfinancés par TM	
			(400 lgts)			
			%	€	%	€
A / Travaux TM <u>HORS</u> zone Violette Sud						
Eaux Usées	Brut	514 783	35	180 174	65	334 609
	Avec frais d'étude et aléas	643 479		225 218		434 824
Accès 1 (giratoire)	Brut	388 107	50	194 054	50	194 054
	Avec frais d'étude et aléas	485 134		242 567		242 567
Accès 2 (plateau Ch. Violette)	Brut	50 000	100	50 000	0	0
	Avec frais d'étude et aléas	56 500		56 500		0
B / Travaux TM <u>DANS</u> zone Violette Sud						
Eaux Usées	Brut	431 304	94	407 017	6	24 287
	Avec frais d'étude et aléas	539 130		528 919		31 561
Eau Potable	Brut	161 000	90	144 900	10	16 100
	Avec frais d'étude et aléas	185 150		166 500		18 500
Eaux Pluviales (incluant les besoins en rétention des voies réalisées par les constructeurs et destinées à être rétrocédées dans le domaine public)	Brut	315 000	90	283 500	10	31 500
	Avec frais d'étude et aléas	393 750		353 700		39 300
VRD (voiries sous servitudes, réseaux secs y compris transformateurs ERDF, arbres et plantations)	Brut	1 533 960	75	1 147 168	25	386 792
	Avec frais d'étude et aléas	1 917 450		1 433 960		483 490
Traitement place cône central + Espaces verts	Brut	260 000	80	208 000	20	52 000
	Avec frais d'étude	286 000		228 800		57 200
Foncier		686 408	100	686 408		0
Total A et B HT	Brut	3 654 154		2 614 813		1 039 341
	Avec frais d'étude et aléas	4 506 593		3 236 163		1 270 429
Total A et B TTC	Brut	4 384 985		3 137 775		1 247 210
	Avec frais d'étude et aléas	5 407 911		3 883 396		1 524 515
FCTVA	Brut	719 313		514 721		204 592
	Avec frais d'étude et aléas	887 114		637 032		250 081
Total après déduction du FCTVA				3 246 364		

DEL-15-616 - Légende :
Le périmètre PUP
couvre l'ensemble
des zones colorées (partie
grise incluse)



OUVRAGE REALISÉ PAR
TOULOUSE MÉTROPOLE

<p>Conception</p> <p>my archi- tectes</p> <p>Fun de la Charité 31000 Toulouse Tél : 05 61 99 12 11 F : 05 61 99 12 10 agence@myarchitectes.com www.myarchitectes.com</p>	<p>Nature du projet</p> <p>CHEMIN DE LA VIOLETTE LIEU DIT "LAS GRAVES" 31240 L'UNION</p> <p>PLAN DE REPERAGE DES ZONES</p>	<p>Matrice d'ouvrage</p> <p>nexity</p> <p>ADN PATRIMOINE générer • développer • transmettre</p> <p>PC</p> <p>N° de Dossier 07151</p> <p>ECHELLE : 1/1250e</p> <p>DATE : 8 Oct. 2015</p>
---	--	--